

(Suite de la 1^{re} page)

soutien aux organisateurs de la Conférence qui « avaient réussi pour la première fois à réunir la Confédération pour la paix et le désarmement et le Mouvement mondial de la Paix ». Ajoutons que ce sont les délégués de la Confédération qui avaient proposé dans un amendement de mettre le Mouvement bouddhiste indépendant sur le même pied que le F.N.L. L'unanimité tant souhaitée par Bourdet et Grimblat ne pouvant se réaliser, la Conférence se termina dans la confusion.

Paradoxalement, tout en se refusant à une clarification politique élémentaire, les mêmes organisateurs avaient proposé à la Conférence de décider la création d'une brigade de volontaires civils et militaires pour le Vietnam. Le temps n'a pas permis que la question soit posée de savoir comment il est possible d'envoyer des volontaires dans un pays en guerre alors qu'on se refuse à préciser, dans un texte, les positions politiques de l'organisme recruteur...

Les quinze organisations (1) de jeunes, quant à elles, publiaient un texte de soutien à la lutte du F.N.L., texte qu'ils avaient voulu faire voter par la Conférence, mais en vain, tout vote étant interdit...

On peut regretter que la première initiative de ce genre ait échoué, mais on doit constater qu'il ne pouvait en être autrement étant donné la nature de cette assemblée. Une coordination des actions contre la guerre du Vietnam est possible, à condition qu'elle se fasse sur une base politique claire. Vu l'enjeu de la révolution vietnamienne, un front unique n'est possible qu'avec ceux qui se rangent du côté des combattants vietnamiens. Prévoir les reculs éventuels du F.N.L., soutenir une troisième force, ce n'est plus « aider » le Vietnam, mais, qu'on en soit conscient ou non, faciliter la tâche des agresseurs. Le 15 octobre, à l'appel des Jeunes gardes socialistes, se déroulera une manifestation internationale de la jeunesse sur des mots d'ordre précis tels que « à bas l'OTAN », « hors du Vietnam les troupes U.S. ». Des jeunes viendront de plusieurs pays d'Europe. Devant l'ampleur de cette initiative lancée il y a six mois, la Jeunesse communiste belge vient de se rallier à la manifestation. Le succès de cette journée permettrait de faire repartir sur de meilleures bases la perspective d'une coordination, même si, au départ, elle n'est possible que dans la jeunesse.

H. ANCELOT.

(1) Il s'agit entre autres du Syndicat des étudiants de Bruxelles, de la V.V.S. (syndicat des étudiants flamands), de l'HSSOS (Front unique d'organisation de jeunes et d'étudiants du Luxembourg), des Jeunes socialistes de Hollande regroupés autour du journal *Woorwarts*, du groupe Clarité de Suède, des groupes S.D.S. de Francfort et Tubingen, du Comité Sorbonne, des comités danois recrutant des volontaires pour le Vietnam, etc.

Que se passe-t-il à Djibouti ?

Les manifestations-surprises qui ont accueilli de Gaulle à Djibouti ont révélé à qui l'ignorait ou la négligeait, la réalité d'une des dernières colonies directes de la France : régime policier, toute puissance du gouverneur entouré d'un appareil politique composé de collaborateurs locaux « dévoués à la vocation civilisatrice et humaniste de la France », insécurité totale de l'emploi, misère des populations opprimées.

La Côte française des Somalis, lors du référendum de 1958, avait déjà connu des manifestations de mécontentement que le gouvernement gaulliste avait vite endiguées. Leur ampleur n'atteignit pas celles de ces dernières semaines : elles annonçaient le début d'une prise de conscience par les masses de leur condition d'opprimées qui se traduisit dans les années qui suivirent par un renforcement des organisations politiques locales nationalistes, dont les directions visent l'obtention d'un nouveau statut, aménageant le colonialisme traditionnel, qui ferait de Djibouti un Etat dépendant absolument de la France dans son économie, mais dont la vie interne serait réglée par les dirigeants locaux.

La nature véritable du mouvement de révolte anticoloniale est ressortie pendant la grève des dockers de la mi-septembre (réclamant un salaire garanti) qui suscita les manifestations les plus violentes, avec l'incendie de locaux de la police et la lapidation de policiers.

Jusqu'alors, le mouvement s'était confondu avec le nationalisme dont l'aboutissement était « l'indépendance dans l'indépendance », comme le voulait les dirigeants du Parti du Mouvement Populaire et l'Union démocratique Afar, réunis dans un Comité de coordination de l'opposition. Le moment choisi pour le lancement du mouvement fut judicieux, car, croyant au calme, les autorités locales ont jeté du lest pour que la presse internationale s'aperçoive bien que, de Djibouti à Phnom Penh, le ton du voyage présidentiel était le même : libéral et audacieux.

Déjà, les dirigeants nationalistes avaient fait retarder la grève, afin d'attendre les déclarations du nouveau gouverneur parti chercher ses consignes en France. Le mouvement des dockers se développa malgré le Comité de coordination de l'opposition, et lança les forces sociales développées par l'économie coloniale dans une lutte dont les buts et les mots d'ordre débordèrent immédiatement et largement ceux des dirigeants nationalistes. Tout le prolétariat urbain créé par l'infrastructure minimum permettant l'exploitation du pays (routes, voies ferrées, quais et installations portuaires) se mobilisa. Le débordement se manifestait dans les mots d'ordre : « Vive l'Indépendance ! », « A mort les parlementaires ! » Un nombre tout à fait important de jeunes conduisait les manifestations. La sauvagerie de la répression policière, pillant, blessant, déportant jusqu'à 4.000 personnes en République des Somalis, et parquant en plein soleil plu-

sieurs centaines de familles dans des camps, obligèrent les dirigeants nationalistes à opérer un durcissement et à gauche leurs déclarations qui continuaient à ne mettre en cause ni de Gaulle ni le gouverneur Saget, qui ignoraient, selon les dirigeants, la brutalité de la répression. L'un d'eux déclarait le 22 septembre, après les manifestations à caractère révolutionnaire : « Ce que nous avons demandé, c'est une évolution par étapes. Nous le demandons toujours. Mais si cela n'est pas possible, nous voterons pour l'indépendance et nous en supporterons les conséquences. » Pour les éléments les plus radicaux, un minimum de lucidité leur permit de dénoncer l'attitude ambiguë des dirigeants réformistes.

Le gouverneur français annonça le référendum, ce qui acheva de dévoiler les membres du Comité de coordination de l'opposition. L'un d'eux, Mohamed Kamil, fit une déclaration dans laquelle il se plaignait ouvertement de n'avoir pas la possibilité, de par la nature du référendum (tout ou rien) de mettre en place un appareil néo-colonialiste dirigé par la bourgeoisie nationale dont il fait partie : « Notre intérêt est de progresser jusqu'à l'indépendance. Nous aurions voulu avoir notre autonomie et former nos cadres. C'est à ce moment qu'une consultation aurait pu intervenir. Pour ma part, je ne suis pas satisfait de l'annonce du référendum. En 1958, nous avons répondu « OUI » et cela a été interprété comme le fait que nous voulions rester éternellement français. A l'époque, nous avions pourtant demandé s'il serait possible un jour de sortir du statut, de le faire évoluer. Cette évolution ne nous a jamais été accordée. Aujourd'hui, on nous met au pied du mur. » Sans commentaire. La position première des gaullistes, qui était la force, s'est atténuée par la suite. Le gouvernement français accepta de faire des changements dans le personnel administratif, à la demande de l'opposition. Il semble désormais qu'une forme d'autonomie sera accordée après le référendum qui doit avoir lieu avant le 1er juillet 67, mais qu'elle sera définie de A jusqu'à Z par le gouvernement français lui-même qui « utilisera » l'opposition. L'indépendance à la guinéenne, dont avait parlé un ministre français, ne fut qu'une menace à l'égard des nationalistes de la part de de Gaulle et Billotte. Plusieurs faits tendent à prouver que l'autonomie partielle sera accordée : L'éloignement par la force de près de 4.000 personnes à la suite des manifestations de la mi-septembre, dont la plupart étaient les plus actifs, amputant le mouvement le plus combatif de ses dirigeants de masse ; en même temps, une augmentation des salaires de 10 % était accordée aux dockers, et les discussions commençaient entre le gouverneur Saget et les dirigeants locaux. Faussé dès le départ, le référendum obligera, par toutes les manigances traditionnelles, les gens à « bien voter » et surtout les éléments nomades de l'arrière-pays qui ne représentent qu'un pourcentage infime de la population active mais constituent les deux tiers de la population autochtone. Dans

le cas de la population active économiquement, les salariés ne sont qu'une minorité, bien qu'ils aient été à la pointe de la lutte, comme ce fut le cas pour les dockers. Le processus de révolution coloniale en est à ses débuts, mais l'expérience vécue pendant ce mois de septembre est lourde d'enseignement pour l'avenir. La mise en accusation publique et dans la lutte des dirigeants nationalistes, authentiques partisans d'un statut néo-colonialiste, est prometteuse de nouveaux efforts. Comme dans la plupart des Etats africains qui ont connu des crises sociales ces derniers temps, et où la mobilisation populaire est retombée faute d'organisation et de leaders révolutionnaires, l'issue de la crise de Djibouti est entre les mains des nationalistes (de la bourgeoisie nationale) et du gouvernement français, ce qui n'empêchera pas une élite révolutionnaire, constituée des jeunes qui ont contribué à imprimer la vigueur aux manifestations populaires, de se dégager de la confusion actuelle. Le problème du dégellement du prolétariat des influences bourgeoises est plus que posé ; il s'agit de faire la jonction avec l'intérieur du pays, avec les paysans des exploitations coloniales. La petitesse de Djibouti, son isolement rendent la répression aisée, d'autant plus que la vieille barbe poussiéreuse de l'empereur d'Ethiopie ne sera en aucune manière une aide à tout mouvement révolutionnaire à Djibouti. Si, par extraordinaire, Djibouti se libérait avec ses seules forces, il ne fait aucun doute que l'on verrait ce vieux barbu descendre à toute vitesse de ses montagnes pour conquérir l'Etat indépendant, (il en a plus que les moyens), et ce par le chemin de fer Addis-Abéba-Djibouti. Si Haile Sélassié a revendiqué Djibouti juste après les manifestations de la mi-septembre, c'est pour prévenir les buts politiques de la République des Somalis, où un Front de libération de la Côte française des Somalis est installé, qui a dirigé les premières manifestations au moment du passage de de Gaulle. La nature du régime de Abdrazak Hagi Hussein (aide soviétique), proche de Sékou Touré et de Modibo Keita, s'oppose à celle, féodo-bourgeoise de l'Ethiopie. Contre la faiblesse intérieure du régime où l'armée a déjà tenté un soulèvement (réprimé), resserrer les rangs contre le colonialisme dans un pays frère (la Côte française des Somalis) peut permettre d'atténuer momentanément les difficultés intérieures. La riposte et les menaces françaises, lors de la déportation de 4.000 Somaliens de Djibouti, ont fait reculer les gouvernants de Mogadiscio qui ont fait fermer les bureaux du Front de libération. L'entretien, sur les frontières de la République des Somalis, de bandes armées, par les impérialistes anglo-américains n'a fait que renforcer le recul.

La solution pour Djibouti ne peut se concevoir que dans le cadre élargi de l'Afrique orientale, et seuls les efforts conjugués d'une opposition révolutionnaire éthiopienne et somalienne peuvent ouvrir la voie vers la solution.

J. TOUBERT.

OUVRIER CONTRE LA DICTATURE

cette responsabilité des directions bureaucratiques qui a abouti à la situation actuelle de démolition et qui explique en dernière analyse comment les forces armées ont pu mettre leur coup à exécution sans aucune résistance populaire. Pire encore, les directions syndicales elles-

mêmes ont fait entendre de plusieurs manières qu'elles mettaient leurs espoirs dans une issue salvatrice au travers du coup militaire. L'avenir de cette direction est terminé. Elle peut se maintenir à la faveur du recul ouvrier, mais son rôle historique a pris fin.

La situation de la classe

On ne peut oublier qu'aucun des importants secteurs ouvriers n'a pris une attitude correcte avant le coup d'Etat. Le MUCS qui s'était prononcé contre le coup l'a fait de telle manière que son opposition est apparue comme un soutien à un gouvernement qui, à juste titre, était répudié par tous les secteurs, tout en faisant confiance, au même moment, aux secteurs unifiés qui étaient tout heureux de soutenir le général Ongania.

Comme toujours, les représentants du Parti communiste parlent depuis lors de « trahison », alors qu'eux-mêmes ont facilité cette politique, avec leur soutien inconditionnel au « vandorisme » (2) et à ses représentants Prado et compagnie.

Aucune direction n'a adopté une position de classe indépendante face au patronat, augmentant ainsi l'incertitude et la confusion dans la classe ouvrière, y compris dans son avant-garde atomisée.

L'avant-garde étudiante qui a commenté à poser la question de sa liaison avec le mouvement ouvrier, en le faisant au niveau des directions bureaucratiques, n'est évidemment pas en mesure de mener la lutte contre le nouveau régime.

C'est au contraire à cause de cette attitude de capitulation devant les sommets bureaucratiques que plusieurs secteurs étudiants ont adopté eux aussi l'attitude attentiste des syndicats. D'autre part, des secteurs importants des classes moyennes ont pris une attitude similaire à celle de la classe ouvrière. Désespérées après les expériences successives de Frondizi ou de Illia, les classes moyennes ont à nouveau des illusions à l'égard des chefs militaires. L'absence d'une direction ouvrière munie d'autorité et de positions de classe a favorisé cette évolution.

Ceci nous oblige à préciser les perspectives futures et l'attitude à suivre. A

l'opposé de quelques secteurs ultra-gauchistes qui considèrent que l'étape actuelle est celle de l'offensive des masses, nous considérons que le coup a encore approfondi le caractère défensif de l'étape antérieure. Le coup d'Etat a précisément eu lieu parce que la classe est sur la défensive. Mais ce caractère défensif ne signifie pas que la classe en tant que classe est défaite ou qu'elle ne puisse pas récupérer. Dans le cadre de ce panorama, la nouvelle avant-garde encore atomisée et fragmentée, qui existe à l'échelle des usines et dans les sections syndicales de base, jouera un rôle essentiel. Répétons : c'est le caractère dialectique de la situation, défensive, mais en même temps caractérisée par l'apparition d'une nouvelle avant-garde, qui nous permettra de renverser la nouvelle dictature.

L'expérience acquise durant ces dernières années favorise la résistance. Au niveau de la fabrique et du syndicat, la classe ouvrière et l'avant-garde doivent donc se préparer à résister à l'offensive mise au point, en se basant sur les corps de délégués et les commissions internes.

Dans tous les cas, le mouvement ouvrier ne peut toutefois oublier que le problème essentiel est celui de sa division. Dans le cadre du travail légal ou dans

la clandestinité, il faudra donner une réponse à ce problème fondamental.

Il faut que sur le plan politique notre mot d'ordre « à bas le gouvernement militaire — Assemblée Constituante pour organiser le pays » s'impose. La C.G.T. Unifiée doit avancer cette consigne comme seule riposte possible face à l'usurpation du pouvoir par les militaires. Nous ne devons pas nous faire d'illusions sur les possibilités d'appliquer ce mot d'ordre à l'heure présente. Sans unité, et avec l'esprit de « collaboration » des directions, ce mot d'ordre apparaît comme abstrait. Mais il faut remarquer aussi qu'aucun autre mot d'ordre ne peut exprimer avec plus de précision la nécessité ressentie par les secteurs populaires, même s'il doit être formulé de façon encore propagandiste.

C'est dire que nous avons confiance en la base, tout comme en septembre 1955. Il dépendra de cette avant-garde en gestation que se solidifie durant les prochaines batailles ce front ouvrier et populaire qui seul peut imposer l'Assemblée Constituante. Nous espérons que le mouvement étudiant profitera des expériences actuelles pour se lier à la base ouvrière : dans ce cas il pourra accélérer le processus et participer à la lutte commune contre le gouvernement.